

ARGENTINE

L'activisme pour lutter contre le féminicide

Bien que 18 pays de la région Amérique latine et Caraïbes aient reconnu et criminalisé le féminicide, la région se classe à l'avant-dernier rang de l'Indice du genre dans les ODD en ce qui concerne les femmes victimes d'homicides⁵. L'activisme féministe contre le féminicide a pris de l'ampleur dans la région à partir des années 1990. En Argentine, le mouvement a atteint son apogée lors des grandes manifestations de 2015, qui ont abouti à des changements juridiques et politiques historiques permettant de mieux lutter contre la violence basée sur le genre (VBG). Les avancées obtenues par les mouvements féministes en Argentine sont spectaculaires et leur travail continu est essentiel face aux récents changements politiques.

Une mobilisation de masse en 2015

En mai 2015, Chiara Paez, 14 ans, a été assassinée par son petit ami et enterrée dans le jardin de ses parents. Ce meurtre faisait partie d'une série de féminicides accompagnés d'un discours médiatique de culpabilisation des victimes et de l'indifférence des autorités. En juin 2015, ces événements ont déclenché la vague de protestations connue sous le nom de #NiUnaMenos.

La première marche à Buenos Aires, organisée par un groupe de journalistes sur Twitter, a rassemblé quelque 300 000 femmes portant des banderoles, des pancartes et des photos de proches disparues pour exiger la fin de la normalisation généralisée de la VBG. Le mouvement a demandé au gouvernement d'appliquer pleinement la législation en vigueur en matière de VBG, d'augmenter les budgets correspondants, de former les agents et agentes de police aux questions de genre, d'établir des statistiques nationales sur les féminicides et d'améliorer les dispositifs de soutien aux survivants et survivantes. L'objectif était de s'adresser non seulement au gouvernement, mais aussi aux médias et à la société dans son ensemble.

La puissance d'un message unifié

La première manifestation #NiUnaMenos avait un seul et même objectif : mettre fin aux meurtres de femmes et de filles. En

construisant un discours accessible et en dehors de tout parti politique, #NiUnaMenos a réussi à fédérer les mouvements existants et à mobiliser des femmes qui n'avaient jamais participé à l'activisme féministe. Les messages simples et poétiques du mouvement et l'utilisation des médias ont été la clé de son succès à Buenos Aires et de son expansion vers d'autres villes en Argentine et ailleurs en Amérique latine. Les premières manifestations #NiUnaMenos ont également coïncidé avec les élections générales, ce qui a permis de maintenir le féminicide en tête des priorités politiques.

Nous attendions du monde, mais nous pensions voir une mobilisation normale, de 10 000 personnes [...]. Pendant ces trois semaines, nous nous sommes démenées pour joindre tout le monde, toutes les personnalités du pays. Même les présentatrices d'émissions de divertissement à la télévision ont montré leur panneau de NiUnaMenos et appelé à la mobilisation.

— Journaliste et une des fondatrices de #NiUnaMenos

On pourrait même dire que c'était révolutionnaire [...]. Parce que cela a vraiment ébranlé les fondations et modifié les éléments de langage, la façon dont les femmes se voyaient, voyaient les hommes et voyaient l'État comme un acteur clé pour intervenir dans les questions de violence ; elles ont commencé à exiger que l'État intervienne.

— Activiste féministe et autrice de « Nunca seremos las mismas »

Quand l'activisme fait bouger la loi

Le mouvement #NiUnaMenos n'est pas apparu du jour au lendemain. Il s'est appuyé sur de nombreuses années d'activisme féministe contre la VBG, y compris par des groupes d'activistes LGBTQI+. En 2009, le mouvement a joué un rôle central dans l'adoption de la loi 26.485, qui a reconnu diverses formes de VBG et établi des mesures de prévention ; en 2012, la loi 26.791 criminalisant le féminicide a également été adoptée.

Parmi les avancées obtenues lors des manifestations de 2015, on peut citer la

création d'un registre des féminicides qui présente des statistiques annuelles permettant d'éclairer les politiques de prévention, l'adoption d'une loi qui vient en aide aux enfants des victimes de féminicides et une modification du Code pénal portant la peine maximale pour viol à 30 ans. En 2017, à la suite du meurtre de Micaela García, la loi fédérale « Ley Micaela » a été adoptée, rendant obligatoire la formation de sensibilisation à la violence basée sur le genre pour tous les fonctionnaires. Depuis, la législation sur la VBG s'est étendue et comprend la loi de 2019 qui reconnaît la violence contre les femmes dans la vie politique et le harcèlement de rue comme des formes de VBG, ainsi que le décret de 2021 sur la prévention des transféminicides.

La lutte continue pour l'égalité de genre en Argentine

Tout en saluant les victoires juridiques et législatives, les activistes féministes continuent de dénoncer l'absence de mise en œuvre des lois et politiques existantes et de souligner les difficultés rencontrées dans le transfert à l'État du pouvoir de définir le féminicide. En 2021, seuls six cas de féminicide ont donné lieu à une condamnation.

Les élections argentines de 2023 ont marqué des changements importants dans les relations entre les mouvements féministes et le gouvernement. Dès son arrivée au pouvoir, le président Milei a dissous le ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité et redoublé d'efforts pour délégitimer la lutte pour l'égalité de genre. Ce changement de leadership politique met en péril les réalisations historiques des mouvements féministes en Argentine. Pour poursuivre leur travail et résister aux efforts nationaux visant à faire reculer les droits, les acteurs et actrices du mouvement ont besoin d'un financement plus important et d'une plus grande solidarité de la part des donateurs et de la communauté féministe internationale.

⁵ En Amérique latine, les termes « féminicide » et « femicide » ont été codifiés en droit pénal dans 17 pays. Ils désignent les meurtres de femmes fondés sur le genre, ce qui donne un poids politique à un phénomène social ayant ses propres caractéristiques qui le distinguent du terme « homicide » (ONU Femmes/MESECVI, 2018).